

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/CTE/W/14

27 novembre 1995

(95-3770)

---

Comité du commerce et de l'environnement

Original: anglais

## PRODUITS INTERDITS SUR LE MARCHÉ INTERIEUR

### Proposition du Nigéria

La délégation du Nigéria communique le présent document en vue d'intensifier les travaux sur la question des produits interdits sur le marché intérieur. Le Nigéria est convaincu que le Comité du commerce et de l'environnement devrait être en mesure de présenter des résultats sur ce point à la Conférence ministérielle de l'OMC, en décembre 1996.

Le Nigéria a toujours souligné qu'il fallait soumettre le commerce des produits interdits sur le marché intérieur à des règles de l'OMC définies au niveau multilatéral. Il considère qu'il est toujours amplement justifié de conclure un accord sur ce point car les industries et les entreprises ont de plus en plus tendance à exporter des produits dont la vente sur le marché intérieur est interdite ou strictement réglementée dans le but de protéger la santé ou l'environnement ou à des fins de sécurité. Le Nigéria rappelle en outre que selon le Principe 14 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, les Etats devraient "concerter efficacement leurs efforts pour décourager ou prévenir les déplacements et les transferts dans d'autres Etats de toutes activités et substances qui provoquent une grave détérioration de l'environnement ou dont on a constaté qu'elles étaient nocives pour la santé de l'homme".

Le Nigéria estime que les disciplines relatives au commerce des produits interdits sur le marché intérieur devraient être non discriminatoires, devraient restreindre le moins possible les échanges et devraient accroître la transparence dans ce domaine, sans conduire à l'application extraterritoriale de mesures nationales. Les pays en développement ne possèdent pas toujours les connaissances techniques nécessaires pour traiter comme il convient les importations de produits interdits sur le marché intérieur et leurs procédures de contrôle des importations ne sont pas suffisamment développées. Il faudrait donc qu'une part de responsabilité raisonnable soit assumée par les exportateurs de produits dont la vente sur le marché intérieur est réglementée ou interdite parce qu'ils constituent un danger pour la santé publique ou l'environnement.

Un travail considérable a déjà été accompli par le Groupe de travail du GATT sur l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur et d'autres substances dangereuses, qui a soumis en juillet 1991 un projet de décision concernant ces produits. Le Nigéria estime qu'il faudrait tirer parti, le cas échéant, des résultats de ces travaux, tout en tenant compte des faits les plus récents survenus dans ce domaine tant au sein du GATT/de l'OMC que dans les autres organisations internationales.

Une décision sur les produits interdits sur le marché intérieur devrait porter sur les points suivants:

i) Duplication

Le Nigéria partage la préoccupation exprimée par de nombreuses délégations selon lesquelles les disciplines de l'OMC ne devraient pas faire double emploi avec les mécanismes établis par les autres organisations internationales ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans les domaines considérés. Les instruments internationaux existants abordent le problème des produits interdits sur le marché intérieur et des déchets dangereux et la plupart prévoient un système de notification.

La contribution de l'OMC dans ce domaine devrait consister à "combler les lacunes", afin de consolider l'ensemble d'accords internationaux. A cet égard, il faudrait donner suite à la proposition contenue dans le projet de décision de 1991, selon laquelle un Membre de l'OMC n'a pas besoin de notifier aux autres Membres un produit qu'il a déjà notifié au titre d'un autre instrument international auquel ces Membres sont parties.

ii) Champ d'application

Les disciplines relatives aux produits interdits sur le marché intérieur devraient viser les produits qui sont interdits ou strictement réglementés sur le marché intérieur du pays exportateur parce qu'il est établi qu'ils sont dangereux pour la vie ou la santé des personnes et des animaux, pour les végétaux ou pour l'environnement, mais qui peuvent néanmoins être exportés. Il s'agit en particulier de produits pharmaceutiques à usage médical ou vétérinaire, de biens de consommation, de substances chimiques, de produits cosmétiques, de denrées alimentaires et de déchets dangereux.

Des études techniques intensives sur les produits visés sont nécessaires afin de déterminer avec précision à quels produits s'appliquerait une décision relative aux produits interdits sur le marché intérieur. A cet égard, le Comité du commerce et de l'environnement pourrait tirer profit du concours d'experts des organisations internationales compétentes.

iii) Disciplines de l'OMC applicables aux produits interdits sur le marché intérieur

Les disciplines applicables au commerce des produits interdits sur le marché intérieur devraient viser à améliorer et consolider l'ensemble d'accords internationaux s'y rapportant, sans sortir du domaine de compétence et d'expertise de l'OMC.

Les disciplines de l'OMC devraient au moins tendre à accroître la transparence dans le domaine du commerce des produits interdits sur le marché intérieur grâce à un système de notification. Si un produit interdit ou strictement réglementé sur le marché intérieur peut néanmoins être exporté, le pays exportateur devrait notifier aux autres Membres de l'OMC les mesures s'appliquant à ce produit ainsi que les raisons pour lesquelles elles ont été adoptées.

Les pays exportateurs devraient établir des points d'information qui fourniraient, sur demande, des renseignements plus précis sur les produits ainsi notifiés.

iv) Assistance technique

Dans l'esprit de la Déclaration de Rio et du programme Action 21, les Membres devraient chercher à renforcer les capacités dans le domaine du commerce des produits interdits sur le marché intérieur en aidant les pays en développement à mettre en place des mécanismes d'évaluation des risques ou à renforcer les mécanismes existants, pour qu'ils puissent prendre des décisions en connaissance de cause au sujet de leurs importations.

Les Membres devraient s'engager, avec le concours du Secrétariat de l'OMC et des organisations internationales compétentes, à fournir une assistance technique aux pays en développement, selon des modalités fixées d'un commun accord, en tenant compte de la nécessité de développer les moyens dont disposent ces pays pour contrôler efficacement le commerce des produits interdits sur le marché intérieur.

v) Aspects institutionnels

Le Conseil du commerce des marchandises devrait surveiller et examiner l'application de la décision relative aux produits interdits sur le marché intérieur.